

FONDS
DE PLACEMENT
DU BARREAU
DU QUÉBEC

Le 30 juin 2017

**Rapport intermédiaire
de la direction
sur le rendement
du Fonds ACTIONS**



Fonds de
placement

TABLE DES MATIÈRES

DANS CE RAPPORT INTERMÉDIAIRE DE LA
DIRECTION SUR LE RENDEMENT DU FONDS,
VOUS TROUVEREZ:

Fonds de placement **Actions** du Barreau du Québec

1

Le présent rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires ou annuels des Fonds de placement du Barreau du Québec. Vous pouvez obtenir les états financiers annuels audités et les états financiers intermédiaires non audités gratuitement, sur demande en vous adressant à votre représentant en épargne collective, en composant le 514 954-3491 (dans la région de Montréal) ou le 1 855 954-3491 (sans frais).

Vous pouvez également obtenir de cette façon les politiques et procédures de vote par procuration, le dossier de vote par procuration et l'information trimestrielle.

Le présent document est également disponible sur le site Internet de la Corporation de services du Barreau du Québec à l'adresse suivante : www.csbq.ca/fonds.

FONDS DE PLACEMENT ACTIONS DU BARREAU DU QUÉBEC

ANALYSE DU RENDEMENT PAR LA DIRECTION

Objectif et stratégie de placement

L'objectif du Fonds de placement Actions du Barreau du Québec (le « **Fonds Actions** ») est de réaliser un rendement élevé par l'appréciation du capital plutôt que par la maximisation des revenus.

Pour atteindre cet objectif, le Fonds Actions investit principalement dans des actions canadiennes, dans des actions américaines et étrangères, dans des titres convertibles, ainsi que dans des effets de commerce à court terme.

Risque

Aucun changement ayant une incidence sur le niveau de risque global associé à un placement dans le Fonds Actions n'est intervenu au cours de l'exercice. Les risques de placement sont les mêmes que ceux décrits dans le plus récent prospectus simplifié du Fonds Actions ou les modifications à celui-ci.

Résultats d'exploitation

Pour la période de six mois close le 30 juin 2017, le Fonds a affiché un rendement de -1,90 %, accusant un retard sur l'indice composé S&P/TSX, qui a progressé de 0,74 %.

Les principales économies du monde ont poursuivi leur croissance d'une façon assez concertée, bon nombre d'entre elles entamant les stades intermédiaires ou finaux de leur cycle d'affaires respectif. Malgré les conflits persistants à l'échelle mondiale, l'essor du terrorisme et les menaces nucléaires issues de pays tels que la Corée du Nord, les marchés ont fait l'objet d'une volatilité inférieure. Les taux de croissance sont demeurés positifs, bien que leur degré d'intensité ait varié, alors que les taux d'inflation se sont maintenus à de faibles niveaux.

Cela n'a pas empêché les banques centrales d'emboîter le pas à la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») et d'envisager la majoration de leurs taux d'intérêt à court terme. Même la Banque du Canada (BdC) qui, selon toute attente, ne devait pas augmenter ses taux avant l'an prochain, a majoré son taux du financement à un jour de 25 points de base le 12 juillet dernier.

Son gouverneur, M. Stephen Poloz, a déclaré que les coupures antérieures des taux avaient porté leurs fruits et que la BdC devait envisager toutes les options. Les dirigeants d'autres banques centrales ont abondé dans le même sens, voulant éviter de prendre un retard sur l'inflation, qui s'intensifiera sans doute si la croissance économique continue de s'améliorer. Cette volte-face représente un changement important pour le consensus des pays du G7 à l'égard de la politique monétaire.

L'économie canadienne continue de faire preuve de vigueur. Au cours des dix derniers mois, le PIB du pays a enregistré son taux

de croissance le plus élevé depuis 2010, la création d'emploi augmentant à son rythme le plus rapide depuis 2012. Même les investissements des entreprises, qui ont longtemps freiné la croissance, montrent des signes d'amélioration. Malgré la récente baisse des prix du pétrole, la stabilisation des provinces tributaires de cette marchandise a aussi joué un rôle important dans la remontée de l'économie du pays. La BdC a attesté de cette vigueur et, vers la fin du trimestre, a commencé à faire allusion à la possibilité d'une hausse des taux dès l'été. Il s'agit là d'un revirement spectaculaire, compte tenu des craintes de longue date de la BdC à l'égard du taux d'inflation toujours bas, de la vigueur du dollar canadien et de l'incertitude planant sur les échanges commerciaux futurs avec les États-Unis en raison de la renégociation de l'ALENA, qui doit débiter en août. Sur une note de prudence, la bulle des prix du logement demeure inquiétante. Au cours de la dernière année, les initiatives des gouvernements et des organismes de réglementation ont visé à stabiliser cette situation. Ces tentatives demeurent en cours.

La croissance lente du PIB américain au premier trimestre a eu pour effet de prolonger la tendance qui persiste depuis trois ans en vertu de laquelle un trimestre léthargique est suivi d'un quart d'année plus vigoureux. Pour le deuxième trimestre de 2017, la reprise prévue de la croissance pourrait être tempérée par le ralentissement des ventes de maisons et d'automobiles. L'administration de M. Trump demeure confrontée à une myriade de problèmes, dont l'inaction sur le plan budgétaire et les accusations d'irrégularités politiques. Cela dit, les facteurs politiques ne l'emportent généralement pas sur les perspectives macroéconomiques. La croissance de l'emploi se poursuit de plus belle, et les investissements des entreprises connaissent leur augmentation la plus rapide en plus de six ans. Le maintien des mesures de resserrement monétaire par la Fed et la renégociation des ententes commerciales pourraient représenter des obstacles pour l'économie.

Les risques politiques ont continué de s'estomper en Europe, surtout après la victoire convaincante de M. Emmanuel Macron aux élections présidentielles en France. Au cours des derniers mois, les investisseurs étrangers ont recommencé à déverser des capitaux en Europe, encouragés par l'embellie de la conjoncture économique, par la reprise des bénéfices des sociétés, par la hausse des prix immobiliers et, maintenant, par le potentiel de réformes budgétaires et économiques considérables en France. Ce n'est pas pour dire que l'amélioration des perspectives macroéconomiques européennes est exempte de risques. Le président de la Banque centrale européenne, M. Mario Draghi, a ouvertement discuté de la possibilité de mettre un terme aux mesures d'assouplissement quantitatif, ou du moins de les retirer graduellement, et ce, en dépit du fait que la croissance économique de nombreux pays en Europe vient tout juste d'amorcer une trajectoire haussière.

Les élections générales surprises au Royaume-Uni. en juin ont soutiré au Parti conservateur leur majorité au parlement. Ce résultat politique imprévu pourrait avoir affaibli la position de négociation du pays concernant le Brexit. Il a certainement exacerbé le sentiment d'incertitude des entreprises et des consommateurs. De plus, la hausse de l'inflation, provoquée par la dépréciation de la devise dans le sillage du vote sur le Brexit de l'an dernier, a eu pour effet de ralentir davantage les dépenses

des consommateurs et des entreprises, ce qui s'est traduit par une faible croissance de 0,2 % pour le PIB réel au premier trimestre de l'année. Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance économique est appelée à s'affaiblir davantage au Royaume-Uni en 2017 et en 2018 en raison de la volatilité potentielle des négociations sur le Brexit. Ces pourparlers sont appelés à entraîner la diminution des dépenses des entreprises, à continuer de ralentir la migration et à perturber davantage le commerce international. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Mark Carney, a davantage assombri les perspectives économiques déjà précaires du pays en formulant des déclarations contradictoires concernant la décision de resserrer la politique monétaire ou le moment de le faire. Les risques d'un Brexit brutal pourraient s'être estompés compte tenu de la vigueur de la livre sterling depuis les élections précipitées. Cela dit, celle-ci est considérablement inférieure au niveau qu'elle occupait lors de la tenue du vote sur le Brexit en 2016.

L'économie japonaise a connu son cinquième trimestre expansionniste consécutif, le taux de croissance de son PIB réel s'étant établi à 1 % au premier trimestre de 2017. Cette tendance n'a pas été observée depuis 2006. Après plusieurs années, la déflation est en voie d'être remplacée par de légères hausses de l'inflation (de 0,2 % à 0,3 %) cette année. L'Abenomie semble enfin commencer à produire certains des effets souhaités sur la conjoncture macroéconomique du Japon. La Banque du Japon maintient à près de 0 % le taux de son obligation gouvernementale à 10 ans, ce qui procure une certaine stabilité au yen affaibli, stimule davantage la confiance des investisseurs et permet aux exportations de demeurer vigoureuses. Au cours de la dernière année, certains représentants du gouvernement ont encouragé les syndicats à revendiquer des salaires plus élevés. Compte tenu de la hausse des coûts de la main-d'oeuvre, les entreprises investissent davantage dans des biens d'équipement leur permettant d'accroître leur productivité, ce qui rehausse davantage les attentes en matière de croissance économique.

Activités du portefeuille

Au sein du secteur de l'énergie, l'industrie du pétrole et du gaz a subi les pertes les plus fortes en 2017, et ce, malgré l'entente conclue en novembre dernier entre les membres de l'OPEP pour réduire leur production. Même avec ces réductions, les stocks de pétrole sont demeurés plus élevés que prévu, situation qui pèse lourd sur l'humeur des investisseurs. La demande de cette marchandise a aussi été un peu faible pendant la première moitié de l'année. Par ailleurs, le nombre d'installations de forage s'est aussi progressivement accru depuis l'automne dernier, mais certains se demandent dans quelle mesure la production augmentera malgré ces installations additionnelles.

Nous sommes toujours d'avis que les prix actuels du pétrole ne sont pas viables; par conséquent, nous demeurons satisfaits de nos positions dans le secteur du pétrole et du gaz. Les quatre plus importantes sociétés en portefeuille de ce secteur détiennent d'excellents actifs, des structures de coûts très bas et des réserves à long terme, et elles sont appelées à dégager des flux de trésorerie disponibles abondants au cours des prochaines années. Trois d'entre elles ont progressivement accru leurs dividendes au cours des deux dernières années, et ce, malgré les faibles prix du pétrole. Dans notre

composante de sociétés à grande capitalisation, le rendement des titres défensifs de premier ordre s'est accru à mesure que les prix du pétrole ont fléchi.

Le cours des actions de deux des sociétés de forage en portefeuille affiche une forte baisse jusqu'à présent cette année, mais nous y avons grandement réduit notre position en décembre, et ce, moyennant un prix beaucoup plus élevé. Nous sommes d'avis que ces sociétés profiteront de l'augmentation des coûts des services pétroliers au cours des prochaines années.

Les positions bancaires du portefeuille ont encore enregistré un taux de rendement solide au cours du trimestre. En hausse de 11 % sur 12 mois, leurs bénéfices trimestriels ont surpassé les attentes. Ces banques sont des institutions bien diversifiées et bien gérées qui versent des dividendes à la fois attrayants et croissants. Malgré les manchettes négatives à leur égard, nous sommes satisfaits de nos placements dans ces sociétés. En outre, les banques canadiennes sont bien capitalisées et se négocient moyennant des évaluations très attrayantes.

Les entreprises suivantes ont contribué au rendement du Fonds au cours des six premiers mois de l'année :

- Canfor Corp., société intégrée de produits forestiers spécialisée dans la production et la distribution de pâte, de papier et de bois d'oeuvre, a progressé de 28 % au cours de la période. L'entreprise s'est bien comportée malgré l'imposition de droits importants sur les exportations de bois d'oeuvre aux États-Unis. Le prix du bois d'oeuvre est exceptionnellement élevé et les droits imposés n'ont pas été aussi élevés que prévu.
- Rogers Communications Inc., fournisseur de services de communication sans fil, de câblodistribution et Internet, a gagné 18 %. La société a obtenu des résultats d'exploitation solides après l'entrée en fonction du nouveau chef de la direction, M. Joe Natale. Après plusieurs années difficiles, Rogers a amélioré son service à la clientèle et peut maintenant tenter d'apporter des améliorations additionnelles à son exploitation. À notre avis, l'avantage de Rogers sur le plan de la bande passante et sa toute nouvelle solution IPTV devraient lui permettre de s'approprier une plus grande part du marché, au détriment d'autres sociétés de télécommunication.
- Société Canadian Tire, qui exploite de nombreux commerces de détail en plus de ses magasins Canadian Tire, a affiché un rendement de 6 %. Trois membres de l'équipe des placements de FGP ont rencontré le président et chef de la direction de la société au cours du trimestre pour discuter de l'évolution de l'industrie de la vente au détail et des mesures que cette société compte prendre pour demeurer concurrentielle et prospère.

Les sociétés suivantes ont nui au rendement du Fonds :

- Shawcor Ltd., Precision Drilling et Ensign Energy Services, trois importantes sociétés de services énergétiques, ont essuyé des pertes respectives de 26 %, de 39 % et de 26 %. La chute des prix du pétrole et du gaz au cours du trimestre a exercé des pressions baissières sur les évaluations des sociétés du secteur du pétrole et du gaz. Les titres canadiens ont connu des pertes plus importantes que celles de leurs homologues américains potentiellement en raison des problèmes liés à l'accès des

pipelines aux marchés. Les résultats du scrutin en Colombie-Britannique n'ont pas aidé leur cause.

- Suncor Énergie, -14 %. Suncor détient certains des actifs en aval les plus rentables en Amérique du Nord. En outre, les flux de trésorerie disponibles que dégagent ses actifs en amont se rapprochent de leur point d'inflexion. Ses importants projets vont tous bon train et ils sont entièrement financés. Pour ces raisons, l'entreprise sera considérée comme une société viable qui pourra maintenir sa production et verser un dividende même si le prix du pétrole demeure inférieur à 45 \$ US. À notre avis, il est fort probable que cette entreprise augmente son dividende ou rachète ses actions après 2017.
- Compagnie Pétrolière Impériale Ltée, -19 %. Selon nous, IMO détient la meilleure base d'actifs au Canada, tirant parti de la longue durée de ses actifs, des faibles coûts de remplacement de ses réserves et de la vigueur de ses flux de trésorerie disponibles. La récente vente de ses actifs liés au commerce de détail a eu pour effet d'assainir son bilan, qui était déjà solide.

Pour ce qui est des titres étrangers du portefeuille, les titres de Medtronic PLC, entreprise établie à Dublin, en Irlande, qui est le chef de file mondial dans la fabrication d'appareils médicaux, ont progressé de 25 %, ceux de Safran SA, entreprise française qui occupe le premier rang dans la fabrication de moteurs d'avion au monde, ont affiché un rendement de 17 %, et ceux de Novartis AG, multinationale suisse de produits pharmaceutiques, ont gagné 15 %.

Par ailleurs, il y a lieu de mentionner les placements du Fonds dans Adient PLC, fabricant irlandais de sièges et d'intérieurs d'automobiles « juste-à-temps », qui ont avancé de 12 %, et dans Johnson Controls, fabricant irlandais de batteries de même que de systèmes de chauffage et de climatisation, qui ont progressé de 5 %. En revanche, les titres de Verizon, société américaine de télécommunications, ont nuï au rendement du Fonds en raison de leur rendement négatif de 16 % (tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens).

Le Fonds n'a pas ajouté de nouvelles positions à son portefeuille au cours de la période, et n'en a éliminé aucune.

À notre avis, les taux d'intérêt sont appelés à augmenter graduellement au cours des prochaines années et le portefeuille est bien placé pour en tirer parti.

Le portefeuille a conservé sa position surpondérée dans le secteur de la finance, surtout dans les compagnies d'assurance. Ces institutions financières, dont les titres sont offerts à bas prix, sont appelées à profiter de la majoration des taux d'intérêt.

Le portefeuille a maintenu sa position surpondérée dans le secteur de l'énergie, notamment dans les sociétés intégrées de pétrole et les entreprises de services pétroliers. Les prix du pétrole sont toujours trop faibles et devront éventuellement dépasser la marque des 60 \$ le baril.

Les investisseurs affichent toujours une soif malsaine de rendement et, au sein de certaines des sources traditionnelles de rendement (FPI, sociétés de pipelines et de télécommunication), les titres se négocient moyennant des évaluations quasi record, plusieurs de ces sociétés versant des dividendes largement supérieurs à leurs

bénéfices. Comme ces secteurs sont vulnérables à une majoration des taux d'intérêt, nous y détenons une position négligeable.

Opérations entre sociétés apparentées

Le Fonds Actions est géré par la Corporation de services du Barreau du Québec qui agit également à titre de promoteur et de placeur de parts. La Corporation de services du Barreau du Québec a créé un comité de surveillance qui sélectionne, recommande et évalue les conseillers en valeurs, dont Foyston, Gordon & Payne inc., gestionnaire du Fonds Actions.

La Corporation de services du Barreau du Québec reçoit des frais de gestion de la part du Fonds Actions (voir ci-après la section intitulée «Frais de gestion»). Cette pratique a été soumise au comité d'examen indépendant qui l'a approuvée.

Au cours de la période terminée le 30 juin 2017, Foyston, Gordon & Payne inc. n'a conclu aucune opération entre sociétés apparentées dans le cadre de la gestion du Fonds Actions.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant le Fonds Actions et ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats pour les cinq derniers exercices.

CAPITAUX PROPRES PAR PART ⁽¹⁾						
	30 juin 2017 (6 mois)	31 déc. 2016	31 déc. 2015	31 déc. 2014	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Capitaux propres au début de la période comptable indiquée ⁽⁴⁾	20,68 \$	17,03 \$	19,42 \$	18,39 \$	15,26 \$	13,62 \$
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation						
Total des revenus	0,30	0,55	0,60	0,58	0,50	0,40
Total des charges	(0,10)	(0,19)	(0,17)	(0,19)	(0,17)	(0,14)
Gains (pertes) réalisé(e)s	0,16	0,36	0,61	0,81	0,70	(0,58)
Gains (pertes) non réalisé(e)s	(0,76)	3,29	(2,39)	0,17	2,47	2,09
Augmentation (diminution) totale attribuable à l'exploitation⁽²⁾	(0,40)	4,01	(1,35)	1,38	3,49	1,76
Distributions						
des dividendes	0,21	0,36	0,41	0,31	0,34	0,22
des gains en capital	–	–	0,66	0,11	–	–
Distributions annuelles totales⁽³⁾	0,21	0,36	1,07	0,42	0,34	0,22
Capitaux propres à la fin de la période comptable indiquée⁽⁴⁾	20,08	20,68	17,03	19,42	18,39	15,26

- ⁽¹⁾ Ces renseignements proviennent des états financiers intermédiaires non audités du Fonds Actions. Les capitaux propres par part présentés dans les états financiers pourraient différer de la valeur liquidative calculée aux fins d'établissement du prix des parts. Ces écarts sont expliqués dans les notes afférentes aux états financiers.
- ⁽²⁾ Les capitaux propres et les distributions sont fonction du nombre réel de parts en circulation au moment considéré. L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen de parts en circulation au cours de la période comptable.
- ⁽³⁾ Les distributions ont été payées en espèces ou réinvesties en parts additionnelles du fonds, ou les deux.
- ⁽⁴⁾ Depuis le 1^{er} janvier 2013, les capitaux propres sont calculés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES						
	30 juin 2017 (6 mois)	31 déc. 2016	31 déc. 2015	31 déc. 2014	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Valeur liquidative totale (en milliers) ⁽¹⁾	58 759 \$	58 433 \$	47 894 \$	48 498 \$	40 907 \$	29 784 \$
Nombre de parts en circulation ⁽¹⁾	2 925 657	2 825 040	2 811 876	2 497 829	2 224 348	1 957 977
Ratio des frais de gestion ⁽²⁾	0,90 %	0,99 %	0,94 %	0,96 %	1,04 %	1,00 %
Ratio des frais de gestion avant renoncations et prises en charge	0,90 %	0,99 %	0,94 %	0,96 %	1,04 %	1,00 %
Ratio des frais d'opérations ⁽³⁾	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,04 %	0,04 %	0,07 %
Taux de rotation du portefeuille ⁽⁴⁾	2,53 %	20,58 %	11,51 %	15,38 %	19,49 %	27,83 %
Valeur liquidative par part	20,08 \$	20,68 \$	17,03 \$	19,42 \$	18,39 \$	15,21 \$

- ⁽¹⁾ Données au 30 juin et au dernier jour des périodes comptables indiqué.
- ⁽²⁾ Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges de la période comptable indiquée (à l'exclusion des frais de courtage et des autres coûts d'opérations de portefeuille et des retenues d'impôts sur les revenus de dividendes) et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période comptable.
- ⁽³⁾ Le ratio des frais d'opérations représente le total des courtages et des autres frais d'opérations de portefeuille et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne hebdomadaire au cours de la période.
- ⁽⁴⁾ Le taux de rotation du portefeuille du fonds indique dans quelle mesure le gestionnaire de portefeuille du fonds gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période comptable. Plus le taux de rotation au cours d'une période est élevé, plus les frais d'opérations payables par le fonds sont élevés au cours d'une période comptable, et plus il est probable qu'un porteur réalisera des gains en capital imposables au cours de la période comptable. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion payables au gestionnaire par le Fonds Actions sont calculés hebdomadairement sur la valeur de l'actif net du Fonds Actions, et ce, au taux de 0,20 %. Ces frais sont payables mensuellement.

Les principaux services payés par les frais de gestion, exprimés en pourcentage approximatif desdits frais de gestion, peuvent se résumer ainsi :

– Frais d'administration	1,90 %
– Comité de surveillance	11,90 %
– Commissions et honoraires	49,20 %
– Publicité	20,55 %
– Assurances responsabilité	16,45 %
TOTAL	100,00 %

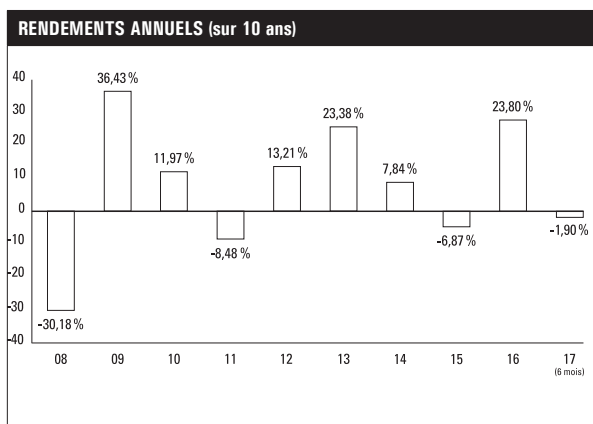
RENDEMENT PASSÉ

Les données sur le rendement du Fonds Actions supposent que les distributions effectuées au cours des périodes indiquées ont servi à acheter des parts ou des actions additionnelles du Fonds Actions et elles sont fondées sur la valeur liquidative.

Notez que le rendement passé du Fonds Actions n'est pas une garantie de son rendement futur.

Rendements annuels

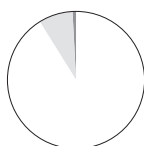
Le graphique présente le rendement annuel du Fonds pour chacun des exercices présentés et fait ressortir la variation du rendement du Fonds d'un exercice à l'autre. La dernière bande fait voir quant à elle le rendement du Fonds pour la période intermédiaire se terminant le 30 juin 2017. Le graphique à bandes présente, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation à la hausse ou à la baisse, au dernier jour de l'exercice, d'un placement effectué le premier jour de chaque exercice.



APERÇU DU PORTEFEUILLE

Graphique détaillant les sous-groupes

RÉPARTITION PAR VALEUR LIQUIDATIVE AU 30 JUIN 2017



- 92,9 % Actions canadiennes
- 6,5 % Actions étrangères
- 0,6 % Trésorerie, marché monétaire et autres éléments des capitaux propres

LES 25 POSITIONS PRINCIPALES (ACHETEUR)*

% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

	% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE
1 Banque Royale du Canada	7.8
2 Banque de Nouvelle-Écosse	7.4
3 Suncor Énergie Inc.	5.7
4 Banque Toronto-Dominion	5.6
5 Canadian Natural Resources Ltd.	5.4
6 Imperial Oil Ltd.	4.6
7 Husky Energy Inc.	4.1
8 Magna International Inc.	4.1
9 Banque Canadienne Impériale de Commerce	3.9
10 Société Financière Manuvie	3.9
11 Canfor Corp.	2.9
12 Société Canadian Tire Ltée, catégorie A	2.8
13 CI Financial Corp.	2.6
14 Rogers Communications Inc., catégorie B	2.6
15 Agrium Inc.	2.5
16 Industrielle Alliance, Assurances et services financiers Inc.	2.5
17 Fairfax Financial Holdings Ltd.	2.2
18 Groupe SNC-Lavalin Inc.	2.2
19 Power Corporation du Canada	2.2
20 Finning International Inc.	2.0
21 Groupe CGI Inc., catégorie A	2.0
22 Shaw Communications Inc., catégorie B	2.0
23 Open Text Corp.	1.9
24 Compagnies Loblaw Ltée	1.6
25 Trésorerie, marché monétaire et autres éléments des capitaux propres	0.6
Total	85,1

* Il n'y a aucune position vendeur dans le Fonds Actions.

RÉPARTITION PAR ACTIF

% DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Actions canadiennes	92,9
Actions étrangères	6,5
Trésorerie, marché monétaire et autres éléments des capitaux propres	0,6

TOTAL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

58 759 417 \$

L'aperçu du portefeuille peut changer en raison des opérations effectuées par le Fonds Actions. Une mise à jour trimestrielle peut être consultée sur Internet à l'adresse suivante :

www.csbq.ca/fonds.

Vous pouvez obtenir sur demande et sans frais un exemplaire de la mise à jour et d'autres renseignements sur le Fonds Actions sur le site Internet **www.csbq.ca/fonds**; ou

en communiquant avec la Corporation de services du Barreau au **514 954-3491** (dans la région de Montréal) ou au **1 855 954-3491** (sans frais).

Corporation de services du Barreau

T 514 954-3491 (Montréal)

1 855 954-3491 (sans frais)

www.csbq.ca

Corporation
de services
Barreau

